

Méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux

Adalbert Nshimyumuremyi¹

Résumé

La montée en puissance des collectivités territoriales sub-étatiques, dans le cadre des politiques de décentralisation, met à l'ordre du jour le besoin d'un système d'information et des outils de gestion permettant à ce niveau de gouvernance d'exercer pleinement ses responsabilités. Cet article fait la synthèse de la méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux élaborée dans le cadre du programme ECOLOC initié en 1996 par le Programme de Développement Municipal (PDM), en collaboration avec le Secrétariat du Club du Sahel/OCDE. Cette méthodologie consiste à appliquer au niveau local les principes de comptabilité nationale (SCN 1993). La matrice de comptabilité sociale (MCS), sert de cadre de cohérence des comptes économiques locaux. Une batterie d'enquêtes statistiques au niveau local permet de fournir les données de bases nécessaires pour construire ces comptes.

Mots clés

Gouvernance locale, politiques de décentralisation, développement local, comptabilité nationale, enquêtes statistiques, matrice de comptabilité sociale.

Summary

The emergence of local authorities, in the context of decentralization policies, requires specific information systems and management tools to be put in place to effectively address relevant governance aspects. This paper is a summary of the statistical methodology aimed at compiling local economic accounts, in the framework of the ECOLOC program initiated in 1996 by the Municipal Development Program (MDP), in collaboration with the Club of Sahel Secretariat/OECD. This methodology consists in applying at the local level the principles of national accounting (1993 SNA). Social accounting matrixes (SAM), are used as coherence frameworks to local economic accounts. A statistical surveys package provides basic data required to elaborate these accounts.

1: Economiste et statisticien, l'auteur est fonctionnaire à la Banque Africaine de Développement (BAD), Département de la Recherche pour le Développement (PDRE), BP 323 – 1002 Tunis Belvédère, Tunisie. Email : a.nshimyumuremyi@afdb.org. La première version de cet article a été écrite en 2002 au moment où il était coordonnateur de la Cellule de Recherche en Micro et Macroéconomie Appliquées (CERMEA) et directeur des études à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, Côte d'Ivoire. L'auteur remercie Michel Mouyelo-Katoula, Coordonnateur Régional du PCI-Afrique à la BAD pour ses commentaires sur une version ultérieure de cet article. Néanmoins il reste responsable de son contenu et les idées exprimées ne représentent pas nécessairement le point de vue ni de la BAD, ni des institutions auxquels il a été associé dans le passé.

Key words

Local governance, decentralization policies, local development, national accounts, statistical surveys, social accounting matrix.

1. Introduction

Dans leur grande majorité, les pays africains sont engagés dans le processus de décentralisation et les textes d'orientation de cette décentralisation responsabilisent les collectivités locales dans le domaine du développement local. Mais, pour que la décentralisation et le développement local se recouvrent, il faut que la gestion soit basée sur l'anticipation et la prospective. Cette nouvelle approche de la gestion locale met au premier plan la constitution d'un système d'information adapté pour le niveau local.

Actuellement, cette information locale est extrêmement pauvre. Pourtant, son amélioration substantielle n'est avant tout qu'une affaire d'organisation et de méthode. En effet, les moyens existant au plan local sont peu sollicités et mal exploités. Les circuits d'information habituels privilégient la remontée d'information du local vers le niveau central, et celui-ci ne renvoie rien ou presque en échange au niveau local (Nshimyumuremyi, 1996 ; PDM et Club du Sahel/OCDE, 2001). Les bailleurs de fonds ont pris l'habitude de créer l'information jugée nécessaire au montage des projets auxquels ils contribuent. Les consultants chargés de la préparation de ces projets sont ainsi amenés à "approximer" de façon grossière des indicateurs aussi élémentaires que la population actuelle, le taux de croissance de la ville concernée, le nombre de boutiques ou les droits de place perçus sur les marchés. Ce mode de production d'information ad hoc n'est évidemment ni efficace ni capitalisable.

Ainsi, il est impératif que la décentralisation des systèmes d'information se fasse parallèlement avec la décentralisation administrative et politique. Les responsables et les opérateurs économiques locaux doivent disposer d'une information sur la consistance de leur économie locale, ses composantes, ses leviers de commande, ses interactions, etc. La mise en place d'un système d'information local faciliterait le dialogue entre les acteurs locaux et leurs partenaires "extérieurs", ainsi que la concertation et l'adoption des stratégies de développement local plus efficace. C'est dans ce cadre de décentralisation de l'information que s'inscrivent les études de cas dénommées ECOLOC² entreprises depuis 1996 par le Pro-

2 Le Programme de Développement Municipal (PDM) a été créé pour accompagner et appuyer le processus de décentralisation et le renforcement des collectivités locales en Afrique de l'ouest et centrale. Avec l'appui du Club du Sahel de l'OCDE, le PDM a engagé le programme "Relance des économies locales en Afrique de l'ouest" dénommé "ECOLOC" en abrégé. Ce programme vise la relance des secteurs économiques les plus porteurs de richesse et d'emplois, l'accroissement de la fiscalité locale et des investissements et une plus grande efficacité de l'aide. Différentes études ECOLOC ont été réalisées en Afrique de l'Ouest et ont permis de tester la méthodologie développée ci-après. On peut citer notamment cinq études réalisées en Côte d'Ivoire: San Pedro (1997), Korhogo (1998), Daloa (1999), Odiénné (2000) et Bondoukou (2000) ; deux études réalisées au Mali: Sikasso (1997) et Ségou (2000) ; deux études réalisées au Burkina Faso : Bobo Dioulasso (1999) et Kaya (2000) et une étude réalisée au Sénégal à Saint-Louis (1997).

gramme de Développement Municipal (PDM), en collaboration avec le Secrétariat du Club du Sahel/OCDE.

Ce document fait la synthèse de la méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux. Celle-ci se base sur les différentes expériences sur le terrain dans le cadre de réalisation des études ECOLOC et des avancées statistiques dans la collecte des données et l'élaboration des comptes nationaux³. La première partie montre l'importance de la réalisation d'une étude ECOLOC. La deuxième partie présente le processus d'élaboration des comptes économiques locaux. La troisième partie présente les enquêtes statistiques nécessaire pour élaborer ces comptes. Enfin, la conclusion met l'accent sur la faisabilité et la pérennité de cet exercice.

2. Généralités sur l'économie locale

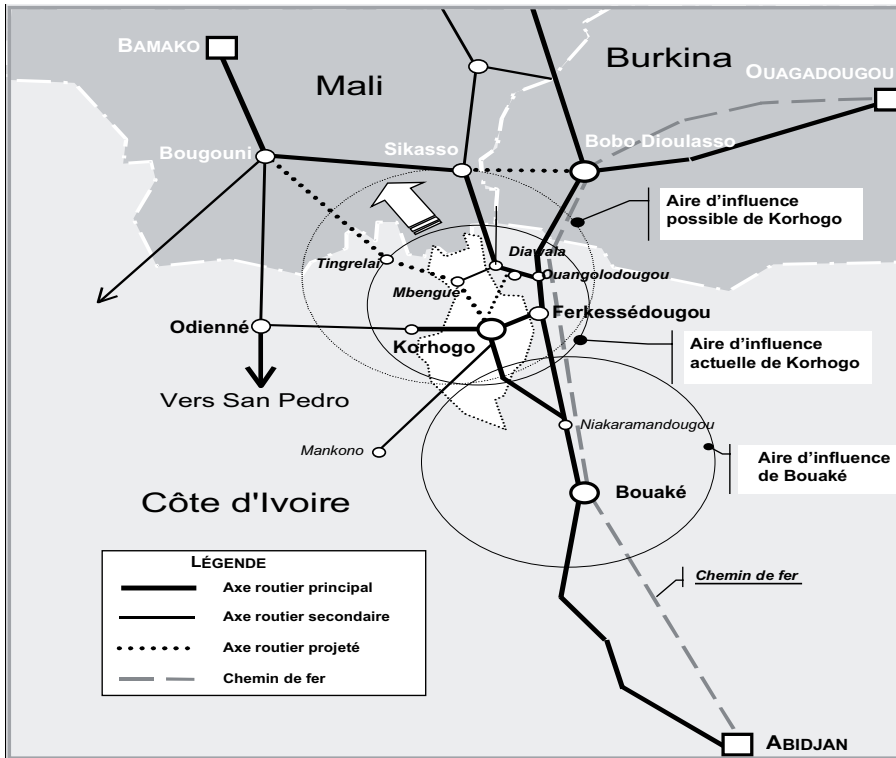
Les informations nécessaires à l'identification et à l'évaluation des actions à entreprendre en vue de promouvoir la bonne gouvernance et le développement local sont aujourd'hui largement insuffisantes, voire inexistantes. Ni les Etats, ni les bailleurs de fonds, et encore moins les responsables locaux ne sont en mesure d'apporter des éléments de réponse suffisamment précis aux questions essentielles que l'on doit se poser pour mieux investir, mieux mobiliser les ressources locales et promouvoir le développement durable.

La méconnaissance des réalités locales est l'une des principales causes de la faiblesse du dialogue social et de la gouvernance locale (PDM et Club du Sahel/OCDE, 2001). Elle sert aussi de prétexte aux responsables pour continuer à gérer les affaires locales dans la plus grande opacité et pour maintenir les prélèvements sur le patrimoine privé et sur l'activité locale à des niveaux dérisoires (de l'ordre de un à quatre pour mille respectivement). Elle est également l'une des principales causes des échecs enregistrés dans certains projets urbains et de la faible appropriation des réalisations qui en sont issues.

Dans l'étude d'une économie locale, trois axes sont ciblés: (i) Identifier et décrire le modus operandi ; (ii) Proposer un instrument de gestion de la vie économique locale ; (iii) Proposer des pistes pour une relance durable de l'économie locale.

3 Le Club du Sahel et le PDM ont lancé deux études méthodologiques. En 1999, après l'expérience tirée de la réalisation des premières études ECOLOC, ils ont confié au Centre de recherche DIAL (Sandrine Mesplé-Somps) et l'ENSEA (Adalbert Nshimyumuremyi) la mission de confectionner une méthodologie générale d'élaboration des comptes économiques locaux. Les résultats de cette étude ont été soumis à la critique des experts statisticiens et comptables nationaux lors d'un séminaire atelier organisé en 1999 à Cotonou. Ces derniers ont apprécié le travail déjà fourni et ont recommandé d'approfondir certains aspects de la méthodologie proposée. Par la suite l'ENSEA (Félicien Gashongore) et AFRISTAT (Prosper Bakiny-Yetna) ont été chargés de rédiger un manuel de procédures de la méthode d'élaboration des comptes économiques locaux.

Figure 1 : La ville de Korhogo et sa zone d'influence atouts et handicaps de la ville dans l'espace régional



2.1 Modus operandi de l'économie locale

L'économie locale est constituée par une ville et sa zone d'influence (en grande majorité rurale, mais aussi composée de centres urbains secondaires). Cette zone appelée aussi *hinterland*⁴, reconnaît la ville comme place de marché principal. La ville dite ville principale ou ville-pôle ou ville centre, joue un rôle important dans une économie locale. Dans l'étude du fonctionnement de l'économie locale, il est capital d'analyser les interdépendances entre cette ville et sa zone d'influence (Cour et Snrech, 1998). Mais, il est souvent très difficile de faire la délimitation de l'économie locale. Les frontières retenues devraient être théoriquement celles de l'espace à l'intérieur duquel les activités de production et d'échange sont essentiellement orientées vers la ville principale (Backiny-Yetna et al, 2001). Pour faciliter la tâche, souvent, on s'intéresse aux frontières administratives (département, district, cercle, région, etc.).

4 Par définition, l'hinterland est une zone de rayonnement des échanges ou de déploiement d'un ensemble d'activités à partir d'un centre donné. Cette aire peut s'étaler au-delà de la frontière administrative de la zone étudiée. Mais, l'on ne retiendra que la partie incluse dans la zone d'étude comme hinterland, le reste faisant partie du reste du pays.

Les principales aspects de l'économie locale peuvent être synthétisées dans les fonctions suivantes :

- **se nourrir** (l'alimentation représente plus du tiers de la dépense totale des ménages) ;
- subvenir aux autres **besoins essentiels** de la population ;
- **administrer** les villes et leur zone d'influence (hinterland) et contrôler le territoire ;
- **équiper, construire** et entretenir la ville et sa zone d'influence ;
- **échanger** (exporter, importer, réexporter) des biens et services entre la ville principale et la zone d'influence rurale, les autres villes, les autres régions et le reste du monde ;
- **faire circuler l'argent** : prélever les fonds sur les ménages et les opérateurs locaux, mobiliser et redistribuer l'épargne, capter les fonds publics et privés nationaux et étrangers.
- **produire des biens et services** finaux et intermédiaires autres que ceux mentionnés ci-dessus.

Pour bien étudier une économie locale, il faut au préalable connaître la structure, les potentialités et les mécanismes de son fonctionnement. A cet effet, la méthodologie proposée permet de construire un cadre synthétique structurant, permettant de mesurer les économies locales. A partir de ce cadre, on peut alors bâtir une maquette des économies locales, et traduire cette maquette en un tableau de bord de l'économie locale, pour une meilleure assimilation par les acteurs économiques locaux. Le schéma en annexe 2 illustre la complexité des mécanismes de fonctionnement de l'économie locale.

2.2. Un instrument de gestion de l'économie locale

L'instrument d'analyse privilégié dans l'étude d'une économie locale est le tableau de bord qui réunit un minimum d'informations pertinentes portant sur le volume et les composantes, les capacités et stratégies des acteurs privés et publics de celle-ci (Mesplé-Somps et Nshimyumuremyi, 1999). C'est une mise en cohérence de plusieurs indicateurs permettant d'apprécier le fonctionnement et le suivi d'une économie locale. Son objectif est de fournir les arguments objectifs aux débats devant aboutir, à moyen et long termes, à la définition de politiques concertées pour l'avènement d'un développement durable et soutenu au niveau local.

Le volet économique (comptes économiques) est au centre de l'élaboration du tableau de bord. Les principaux agrégats économiques retenus sont similaires à ceux de la comptabilité nationale, en l'occurrence le Produit Local Brut (PLB) et le Revenu Local Brut (RLB). Le PLB mesure la valeur des biens et services produits par les unités résidentes et qui sont disponibles pour les emplois finaux (consommation, investissement, etc.). Le RLB est la somme des revenus reçus par les unités résidentes et des impôts liés à la production et

l'importation, nets de subventions. Cet agrégat qui tient compte des transferts de revenus (privés et publics) entre la zone et l'extérieur semble particulièrement adapté à la mesure des revenus circulant dans une économie locale. Toutefois, son calcul nécessite l'estimation de transferts entre les secteurs institutionnels de l'économie locale et ceux du reste du pays, données difficilement mesurables.

Comme illustré dans le tableau 1 et dans la figure 2, le PLB doit être décomposé selon les activités et les secteurs qui contribuent à sa constitution. Cela permet d'apprécier un secteur par rapport à d'autres et de prendre les décisions qui s'imposent.

Tableau 1 : Répartition spatiale et sectorielle du Produit local brut dans le département de Daloa en 1997 (en millions, %)

	Département		Commune		Reste département	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Secteur primaire	67 500	47	3 375	4	64 125	94
Vivrier	42 298	29	2 115	3	40 183	59
Café et cacao	23 760	17	1 188	2	22 572	33
Autres cultures	946	1	47	0	899	1
Elevage et pêche	496	0	25	0	471	1
Secteur secondaire	16 873	12	15 635	21	1 237	2
Transformation du bois	4 454	3	3 462	5	992	1
Autres industries	9 561	7	9 364	12	197	0
BTP	2 858	2	2 809	4	48	0
Secteur tertiaire	59 529	41	56 695	75	2 834	4

Méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux

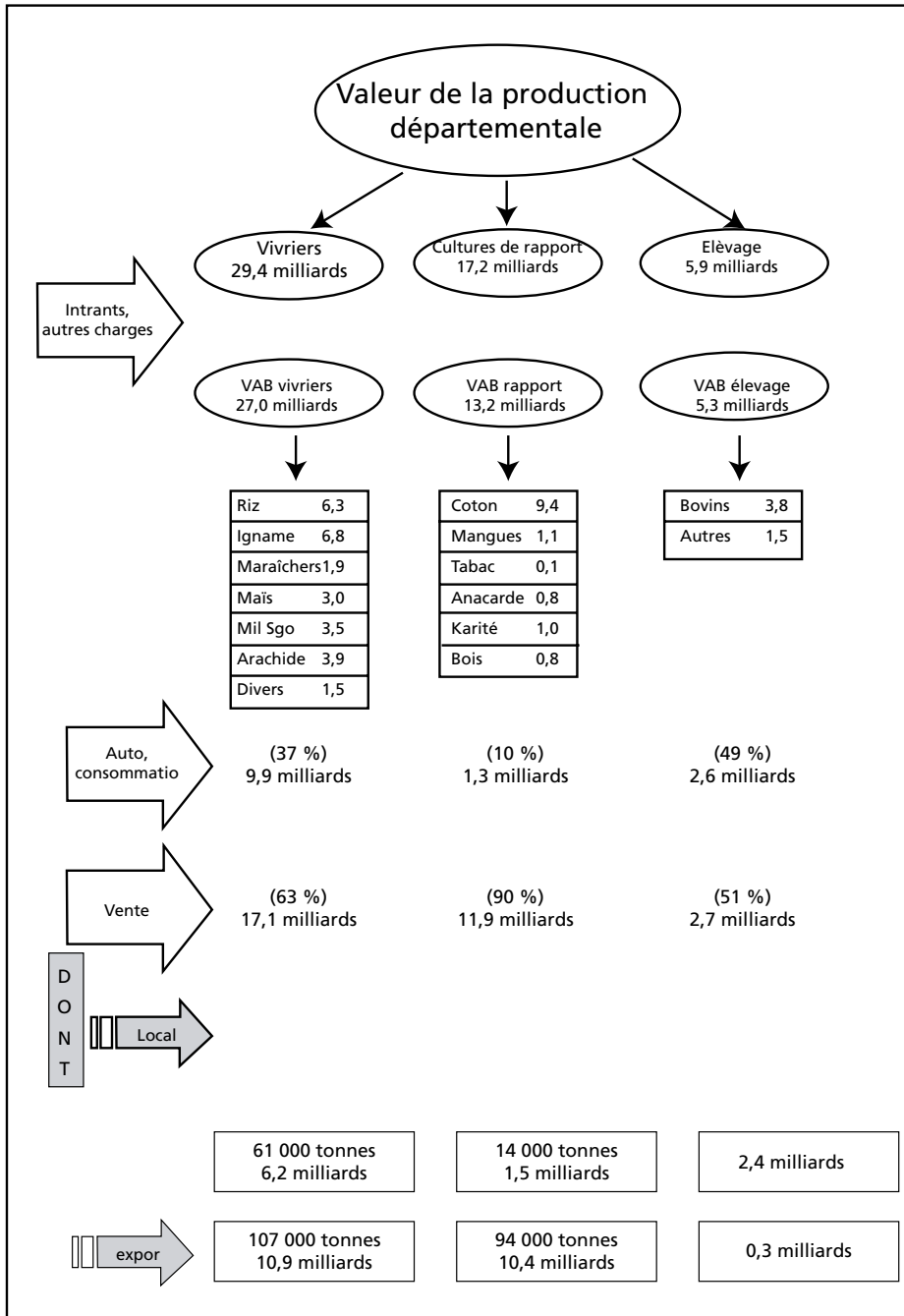
Commerce	22 778	16	21 402	28	1 376	2
Transport	11 098	8	10 619	14	478	1
Autres services	21 283	15	20 729	27	554	1
Administrations	4 371	3	3 945	5	426	1

Total PLB	143 902	100	75 705	100	68 197	100
------------------	----------------	------------	---------------	------------	---------------	------------

PLB par tête Daloa	288 194		438 481		208 764	
PLB par tête Korhogo	230 668		348 174		171 410	
PLB par tête San Pedro			840 000			

Source : Ecoloc – Daloa 1998, Korhogo 1998, San Pedro 1997

**Figure 2 : L'économie agro-pastorale du département de Korhogo (1997)
Productions et destination**



Source : Ecoloc Korhogo 1998

2.3. Pistes de relance durable d'une économie locale

Une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des rouages de l'économie locale, de ses atouts et de ses handicaps, devraient faciliter l'élaboration et l'adoption d'un cadre local de développement. Un tel cadre de référence pourrait être à la base de programmes de développement et d'investissements communaux ; il pourrait structurer les rapports entre les responsables des collectivités locales et la société civile, spécialement les opérateurs économiques locaux, et faciliter la négociation entre les acteurs locaux et leurs partenaires extérieurs : Etat, agences de coopération, coopération décentralisée, etc.

Des études ECOLOC déjà réalisées (Nshimyumuremyi, 1996 ; Cour et al., 1998 ; PDM et Club du Sahel/OCDE, 2001) ont permis de dégager les résultats suivants : (1) Les espaces locaux sont des lieux privilégiés où des efforts coordonnés de développement urbano-rural peuvent et doivent être entrepris. (2) Les économies locales sont le siège de mutations rapides. L'approche statique ou marginalisante manque de pertinence et la démarche prospective prend tout son sens. (3) Le principal problème agricole n'est pas la production mais la commercialisation et la formation des villes. (4) Dans les économies locales, le secteur moderne et le secteur informel sont quasiment à égalité en termes de création de richesse mais l'économie populaire est largement majoritaire en termes de création d'emplois et ce, durablement. (5) Les espaces locaux sont des lieux par excellence de l'apprentissage de la décentralisation et de la bonne gouvernance. La bonne gouvernance passe par le développement local et c'est le développement qui impose la saine gestion.

Quelques pistes de relance de l'économie locale ont été identifiées. Il s'agit entre autres de : (1) soutenir le système productif agricole et diversifier les sources de revenu des paysans (2) améliorer et soutenir les circuits de commercialisation à l'échelon local et régional (3) encourager la transformation des produits à l'échelon local et régional (4) susciter les initiatives orientées vers le marché local et régional, notamment celles du secteur informel (5) réorganiser et soutenir des opérateurs du secteur des BTP (6) améliorer l'accès aux services de base (7) améliorer le cadre de vie en milieu urbain (8) améliorer le niveau de fiscalisation des activités et, plus généralement, œuvrer à une décentralisation réelle par une stratégie visant à conquérir les outils financiers et politiques indispensables à l'affirmation d'une souveraineté municipale.

3. Le processus d'élaboration des comptes locaux

3.1. Le cadre méthodologique

La méthodologie proposée consiste à appliquer au niveau local les principes de comptabilité nationale, bien qu'elle s'en distingue principalement dans le fait qu'en comptabilité nationale

la consommation des ménages sert d'éléments de bouclage des comptes, alors qu'ici, c'est le compte de l'extérieur qui joue ce rôle (Mesplé-Somps S. et Nshimyumuremyi A., 1999). La consommation est obtenue à partir d'une enquête auprès des ménages.

Méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux

Tableau 2 : Matrice de comptabilité sociale (forme agrégée)

8	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Branches	Produits		Secteurs institutionnels				Facteurs de production		Accumulation		Étranger		Total Global			
	Production C(8.30)	Produit C(8.16)	Ménages	Entreprises	Commune	Adm. Déconcentrée	Autres adm.	Travail	Capital	Ménages	Entreprises	Admin.	Interland	Reste pays	Étranger	
Produits	Consom. Interm. C(8.8)	Consomation finale C(8.17)	Indemnités de chômage C(17.18)	Consom. finale C(8.20)	Consom. finale C(8.19)	Consom. finale C(8.20)	Consom. finale C(8.21)	Revenu du Travail C(17.22)	Revenu du Capital C(18.23)	FBCF ménages C(18.24)	FBCF entreprises C(18.25)	FBCF admin. C(18.26)	Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Demande totale C(8.30)	
Ménages		Transferts interménages C(17.17)	Indemnités de chômage C(17.18)	Primes de chômage C(18.19)	Primes de chômage C(18.19)	Primes de chômage C(18.20)	Transferts C(18.21)	Revenu du Travail C(17.22)	Revenu du Capital C(18.23)				Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Revenu ménages C(17.30)	
Entreprises		Primes de chômage C(18.17)	Primes, indemnités dis. C(18.18)	Primes de chômage C(18.19)	Primes de chômage C(18.19)	Primes de chômage C(18.20)	Primes de chômage C(18.21)						Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Revenu entreprises C(18.30)	
Commune		Impôts sur le revenu C(18.17)	Impôts sur le revenu C(18.18)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.20)	Transferts C(18.21)						Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Recettes communales C(18.30)	
Adm. dic.		Impôts sur le revenu C(18.17)	Impôts sur le revenu C(18.18)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.20)	Impôts sur le revenu C(18.21)						Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Recettes publiques C(18.30)	
Autres adm.		Impôts sur le revenu C(18.17)	Impôts sur le revenu C(18.18)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.19)	Impôts sur le revenu C(18.20)	Impôts sur le revenu C(18.21)						Exportation vers l'étranger C(16.28)	Exportation vers le reste du pays C(16.29)	Recettes aut. admin. C(18.30)	
Travail		Revenu du travail C(22.8)													Revenu du travail C(22.30)	
Capital		Revenu du capital C(23.8)													Revenu du capital C(23.30)	
Ménages			Épargne des ménages C(24.17)												FBCF Ménages C(24.30)	
Entreprises			Épargne des entreprises C(24.18)												FBCF Entreprises C(24.30)	
Admin.				Épargne de l'adm. Div. C(24.20)	Épargne de l'adm. Div. C(24.20)	Épargne de l'adm. Div. C(24.21)									FBCF Administrations C(24.30)	
Interland			Transferts C(22.17)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.20)	Transferts C(22.21)								Recettes de l'interland C(22.30)	
Reste pays			Transferts C(22.17)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.20)	Transferts C(22.21)								Recettes du reste pays C(22.30)	
RDM			Transferts C(22.17)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.19)	Transferts C(22.20)	Transferts C(22.21)								Recettes de l'étranger C(22.30)	
Total Global	Production C(8.30)	Offre totale C(8.16)	Depenses ménages C(8.17)	Budget font. Com. C(8.19)	Budget f. Adm. Div. C(8.20)	Budget f. Adm. Div. C(8.20)	Budget f. Autres adm. C(8.21)	Revenu Travail C(8.22)	Revenu Capital C(8.23)	FBCF Ménages C(8.24)	FBCF Entreprises C(8.25)	FBCF Admin. C(8.26)	Depenses interland C(8.27)	Depenses du reste pays C(8.28)	Recettes étranger C(8.29)	Total Global C(8.30)

Tableau 3 : Matrice de comptabilité sociale agrégée du département de Daloa en 1997 (Millions de francs)

N° compte	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Compte	Ménage	Entrep.	Comm.	Admin. Déconc.	Autres admin.	Branche	Produits	Travail	Capital	Accum. ménages	Accum. Entrep.	Accum. Admin.	Reste du pays	Pays Limit.	Reste Monde	Grand Total
1 Ménages	1 682	2 346		362	10			125 433					1 058	233	72	131 197
2 Entreprises									14 075							14 075
3 Commune	357			158		331										846
4 Administrations déconcentrées	3 708	1 162	70		22	4 063	26									9 051
5 Autres administrations	298												181		329	808
6 Branches							224 676									224 676
7 Produits	88 011		599	5 159	753	80 774				8 052	4 205	5 452	78 696	12 038	46 666	330 406
8 Travail						125 433										125 433
9 Capital						14 075										14 075
10 Accumulation des Ménages	9 513															8 052
11 Accumulation des Entreprises		2 610														4 205
12 Accumulation des Administrations			177	3 372	23								1 900			5 452
13 Reste du pays	16 828	5 252					60 482									82 562
14 Pays limitrophes	10 616	381					259									11 255
15 Reste du Monde	184	2 320					44 962									47 466
16 Grand total	131 197	14 071	846	9 051	808	224 676	330 405	125 433	14 075	8 052	4 205	5 452	82 562	11 255	47 466	1 009 575

Source : Ecoloc - Daloa, 1998

On utilise la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), comme cadre de cohérence des comptes économiques locaux. La MCS regroupe les éléments du Tableau d'Entrées-Sorties (TES) et le Tableau Economique d'Ensemble (TEE). Elle est formée de 6 types de comptes: les comptes des branches, les comptes d'agents institutionnels, les comptes de produits, les comptes de facteurs, les comptes d'accumulation et les comptes du reste du monde, et obéit au principe selon lequel les dépenses des uns font le revenu des autres. Elle décrit les interdépendances des secteurs de production et s'attache à retracer les relations entre la structure de la production et la distribution des revenus, les comportements d'accumulation ainsi que les échanges avec l'extérieur. Elle permet de synthétiser en un tableau unique l'ensemble des transactions réalisées entre les différents agents économiques.

3.2. Le schéma d'élaboration des comptes

L'élaboration des comptes économiques se fait en trois étapes : (i) le premier cadrage ; (ii) la confrontation des approches offre, demande et revenus; (iii) la construction de la MCS et son bouclage.

3.2.1. Le premier cadrage

Il s'agit d'une approche macro consistant à construire une première maquette de l'économie locale, à partir des données de la comptabilité nationale (Cour et Snrech, 1998 ; PDM et Club du Sahel/OCDE, 2001). Des hypothèses basées sur la structure démographique, la répartition des ressources, et les données sociales permettent de construire une ébauche de MCS⁵. Celle-ci sert de cadre de référence et révèle les points sur lesquels le travail de collecte des informations complémentaires de terrain mettra l'accent.

3.2.2. L'approche par l'offre : Les comptes de production des branches

La détermination du niveau de production des branches, produit par produit, précède et guide l'évaluation des coûts de production (Séruzier, 1996). Il s'agit dans un premier temps d'évaluer, produit par produit, les quantités physiques. La conversion des quantités en valeur aux prix de base ou aux prix au producteur se fait en second lieu. Les coûts de production

⁵ Un modèle démo-économique a été construite par le Club du Sahel et permet d'élaborer cette MCS de cadrage de façon systématique. Une fois les données des enquêtes disponibles le modèle permet de faire des projections et fournir l'image de l'économie locale à long terme.

doivent tenir compte du niveau de la production. On peut appliquer les coûts de production issus des comptes nationaux lorsque les informations font défaut au niveau local.

3.2.3. L'approche par la demande : Le compte des produits

Le compte des produits s'obtient en mettant en rapport l'offre en produits (production et importations) et les diverses utilisations qui en sont faites (consommation finale, consommations intermédiaires, investissements et exportations). La confrontation de ces deux informations (offre et demande) doit se faire en permanence au fur et à mesure de la construction des comptes.

3.2.4. L'approche par les revenus : Les comptes de secteurs institutionnels

Un secteur institutionnel regroupe un ensemble d'agents ou unités institutionnelles ayant une fonction économique commune. A chaque secteur institutionnel correspondent un certain nombre de branches correspondant elles-mêmes aux biens et services produits par ce secteur. Dans l'étude d'une économie locale, trois principaux secteurs institutionnels sont analysés : les ménages et les entreprises individuelles informelles, (2) les entreprises modernes et (3) les administrations.

3.2.5. Le bouclage des comptes de la MCS

Les diverses approches statistiques utilisées pour construire les comptes de branches et de secteurs institutionnels se traduisent par l'existence d'une différence entre les soldes des différents comptes. L'élaboration des différents comptes s'accompagne d'un examen systématique de la cohérence globale du système. C'est par l'équilibre des comptes des produits que l'équilibre global final de la MCS est obtenu. Lorsque l'équilibre de l'ensemble des comptes n'est pas réalisé, les variables les moins connues constituent des variables d'ajustement, et en l'occurrence, les importations et les exportations de produits ainsi que les transferts courants des ménages (Mesplé-Somps et Nshimyumuremyi, 1999).

4. Données de base et sources d'information

4.1. Données préalables

Avant d'élaborer les comptes économiques, un certain nombre d'informations sont indispensables. Il s'agit des informations permettant d'établir des clés de répartition à appliquer aux données macro-économiques issues de comptes nationaux afin d'obtenir un premier cadra-

ge de l'étude, et d'optimiser les enquêtes (stratification, élaboration du questionnaire, répartition des équipes d'agents enquêteurs, conduite des interviews, etc.):

- des données cartographiques et géographiques (carte de la région, plan des principales villes, découpage administrative, carte des îlots ou districts de recensement, superficies, climat, principales cultures),
- des données démographiques et sociologiques, des données sur l'environnement et les conditions de vie des ménages..

4.2 Les enquêtes statistiques et les interviews complémentaires

4.2.1 Catégories d'enquêtes

Les enquêtes à réaliser sont déterminées par la nature des informations nécessaires non disponibles dans les sources administratives ou documentaires. Ces enquêtes visent essentiellement à établir le niveau et la structure de la consommation des ménages, la place des secteurs agricole, moderne et informel dans la formation des revenus locaux, l'interdépendance des branches d'activité, les différences de revenus entre la ville principale et son hinterland, le niveau d'imposition des secteurs de l'économie non agricole, le niveau d'ouverture de l'économie locale ainsi que l'origine et la destination des flux de marchandises et de transferts monétaires. Le tableau 4 donne un aperçu du chronogramme et de la gestion des opérations de collecte par agent enquêteur.

Tableau 4:Schéma de collecte dans la ville principale et dans l'hinterland pour un agent enquêteur

Jour	Ménages			Activité	
				Ville principale	Hinterland
J-10 à J-3				Inventaire des points d'activité Inventaire des chantiers Prise de contact avec entreprises modernes	
J-2 à J0	Tous			Dénombrement des ménages (réalisé une fois pour toutes) Prise de contact avec entreprises modernes	Dénombrement des ménages (réalisé au plus 3 fois) Prise de contact avec entreprises modernes
J1	A1	A2	A3	Prise de contact Ménages et Entreprises modernes Module démo/emploi Carnet de relevés	Prise de contact Ménages et Entreprises modernes Module démo/emploi Dépenses quotidiennes, Carnet de relevés
J2	B1	B2	B3		
J3	C1	C2	C3		
J4	A1	A2	A3	Prise de contact entreprises modernes	Prise de contact entreprises modernes
J5	B1	B2	B3	Dépenses quotidiennes	Dépenses quotidiennes
J6	C1	C2	C3	Dépenses rétrospectives	Dépenses rétrospectives
J7	A1	A2	A3	Prise de contact entreprises modernes	Prise de contact entreprises modernes
J8	B1	B2	B3	Dépenses quotidiennes	Dépenses quotidiennes
J9	C1	C2	C3	Module UPI	Module UPI
J10	A1	A2	A3	Dépenses quotidiennes	Enquête Grossistes du vivrier, Enquête Moderne Enquête agricole
J11	B1	B2	B3	Enquête Moderne	
J12	C1	C2	C3	Enquête Grossistes du vivrier	
J13	A1	A2	A3	Dépenses quotidiennes	
J14	B1	B2	B3	Enquête Moderne	
J15	C1	C2	C3	Enquête Grossistes du vivrier	
J16	A1	A2	A3	Dépenses quotidiennes	
J17	B1	B2	B3	Enquête Moderne	
J18	C1	C2	C3	Enquête Grossistes du vivrier	

Source : Backiny-Yetna et Gashongore, 2001

Légende

Ai : ménage visité pour la première fois le premier jour d'enquête ;

Bi : ménage visité pour la première fois le deuxième jour d'enquête

Ci : ménage visité pour la première fois le troisième jour d'enquête (i = 1 ou 2 ou 3)

Un agent enquêteur suit 9 ménages : A1, A2, A3, B1, B2, B3, C1, C2, C3.

Les informations devant être obtenues au niveau le plus fin pour permettre l'établissement des équilibres ressources-emplois des branches, les instruments de collecte sont élaborés en conséquence, en utilisant les nomenclatures internationales (Backiny-Yetna et Gashongore, 2001).

Les principales investigations à réaliser comprennent: une enquête auprès des entreprises modernes, une enquête auprès des ménages couplée avec une enquête sur le secteur informel dans le cadre d'enquêtes mixtes de type 1-2-3, une enquête agricole, un entretien avec les commerçants grossistes des produits agricoles et animaux, un entretien avec les respon-

sables des institutions de crédit et de la poste et des entretiens avec les personnes ressources, bien ciblées, susceptibles de fournir une information à caractère économique, comme les maires, les responsables de projets, les entrepreneurs, etc.

Dans la ville principale, toutes les enquêtes sont précédées d'un inventaire ou dénombrement des points d'activité afin d'avoir une première vue globale du fonctionnement de l'économie, qu'elle soit formelle ou informelle.

4.2.2 L'inventaire des points d'activité et l'enquête sur le secteur moderne

Un point d'activité est un endroit où un individu, une administration ou une entreprise exerce son activité. L'inventaire des points d'activité est effectué dans la ville principale dans l'objectif de : (1) déterminer l'effectif des points d'activité par type, (2) déterminer le volume de l'emploi dans l'économie émergée, (3) améliorer la base de sondage de l'enquête sur le secteur moderne, (4) déterminer la part de l'économie informelle émergée dans l'économie informelle totale et (5) identifier simultanément les bâtiments en cours de construction ou récemment achevés.

Néanmoins, l'inventaire des points d'activité souffre d'une défaillance fondamentale, à savoir le défaut de couverture, en ce sens qu'il ne révèle que la partie émergée de l'économie. Il ne permet pas d'estimer l'importance des activités à domicile, des activités ambulantes, des activités de nuit et des activités sans emplacement fixe par nature (Roubaud et Sérurier, 1991 ; Hussmans et al, 1990). De plus, les variations saisonnières sont ignorées du fait que le comptage se fait en un seul passage. On fait donc recours à d'autres sources pour compléter la liste des points d'activité. Par exemple, le nombre de charrettes et celui de taxis-ville sont obtenus auprès du Service Economique de la Mairie. En général, pour le transport et l'artisanat, la source corporative ou syndicale est privilégiée.

A l'issue de l'inventaire, les points d'activité sont enfin répartis en (1) activités modernes, (2) activités intermédiaires à l'aide des sources administratives et (3) activités informelles. L'objectif ultime de l'enquête sur le secteur moderne est de construire à une échelle locale, des comptes de ce secteur selon le modèle proposé par le SCN 1993. L'échantillon est constitué d'une centaine d'entreprises tirées selon un plan de sondage stratifié représentatif.

4.2.3. Le système d'enquêtes 1-2-3 et l'enquête agricole

Dans le cadre de l'élaboration des comptes économiques locaux, l'enquête agricole s'impose surtout pour déterminer: (1) le niveau de la production agricole, notamment vivrière ; (2) la quantité et la provenance des intrants agricoles, de l'outillage, des équipements et de la main d'oeuvre ; (3) la destination de la production (autoconsommation et vente, lieu de vente).

Pour collecter les informations sur l'emploi, la consommation des ménages et le secteur informel, il est proposé de réaliser une version simplifiée des enquêtes mixtes de type 1-2-3. Comme pour le secteur moderne, l'objectif est de construire à une échelle locale, des comptes du secteur informel sur le modèle des comptes nationaux. Cependant, la non-tenue d'une comptabilité écrite pour les micro-entreprises rend difficile la mesure de ce secteur. Il y a donc nécessité de bâtir une méthodologie qui permette de reconstituer les comptes des unités de production informelles (UPI) sur une période mensuelle de référence.

Le système d'enquêtes 1-2-3 correspond à une succession d'enquêtes ou d'une enquête mixte (ménages/établissements) en deux phases (Backiny-Yetna et Bardon, 1999 ; DIAL et DSCN, 1994). Au cours de la première phase, on tire un échantillon pour réaliser deux enquêtes: une sur l'emploi et l'autre sur la demande des ménages.

La deuxième phase concerne toutes les UPI non agricoles identifiées dans les ménages lors de l'enquête emploi (phase 1) et dont les chefs ou les propriétaires travaillent pour leur compte propre. On ne procédera donc pas à l'échantillonnage dans ces UPI, car leur nombre n'est pas suffisamment important pour fournir des données fiables.

L'échantillon sur lequel se basent le système d'enquêtes 1-2-3 et l'enquête agricole est constitué de ménages. Pour les obtenir, un sondage stratifié à 2 ou 3 degrés est proposé pour tirer les ménages de la phase 1. La zone d'étude est divisée en 3 strates : la ville principale, l'hinterland urbain et l'hinterland rural. Dans ces strates on tire de manière indépendante un échantillon de taille 200, 100 et 100 ménages respectivement.

Dans l'hinterland rural, on suppose qu'il y a dans chaque ménage, au moins une personne active occupée dans le secteur agricole. Par conséquent, tout ménage y est agricole et ce, même si l'activité principale du chef de ménage n'est pas agricole. L'enquête agricole porte donc sur les exploitations appartenant aux ménages tirés dans l'hinterland (urbain et rural) dans le cadre du système d'enquêtes 1-2-3.

4.2.4. Les interviews complémentaires

Des entretiens avec les personnes ressources, bien ciblées, susceptibles de fournir une information à caractère économique, entre autres les maires, les responsables de projets, les entrepreneurs et les transporteurs de produits spécifiques seront indispensables. Il s'agit entre autres : (1) des entretiens avec les personnes trouvées sur des chantiers de construction afin de déterminer l'investissement des ménages en logements et en bâtiments à caractère professionnel au cours de l'année de référence ; (2) des entretiens avec les commerçants grossistes pour décrire le mouvement des produits agricoles et animaux ; (3) des entretiens avec les responsables des banques et de la poste pour estimer l'ordre de grandeur des mouvements de fonds publics et privés, leur origine, leur destination et leur affectation.

5. Conclusion

Pour être efficace la décentralisation politique doit impérativement s'accompagner de la décentralisation du système d'information au niveau local. Une nouvelle génération d'élus locaux, plus à l'écoute des populations, plus attentifs au développement économique et social et plus soucieux de baser leur action sur les faits est entrain d'émerger. Il lui faut donc des outils de gestions et un système d'information adaptés au niveau local.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux permet de répondre partiellement à ces enjeux. Il s'agit de réaliser de véritables enquêtes en vue de la construction des comptes locaux et de la matrice de comptabilité sociale (MCS). Les enquêtes proposées sont des enquêtes légères quant à la taille de l'échantillon, la méthodologie de relevé et le nombre de variables à traiter.

Néanmoins pour obtenir de bons résultats et dans les délais, ce système d'enquêtes doit être mis en oeuvre par un personnel qualifié capable d'appréhender les différents concepts et méthodes retenus. Cela engendre nécessairement des coûts relativement importants au niveau local. Néanmoins la plupart des mairies pourraient y faire face. Compte tenu des enjeux de développement suscités par la décentralisation, les gouvernements, les municipalités et les bailleurs de fonds concernés devraient soutenir financièrement ces exercices.

Références

- Ardilly, P. (1994). Les techniques de sondage, Technip, Paris.
- Backiny-Yetna P. et Bardon R. (1999). Concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel, AFRISTAT/DIAL.
- Backiny-Yetna P. (1999). "Définitions internationales et mesure de l'emploi en Afrique subsaharienne", Communication au colloque enquêtes et systèmes d'information, ENSEA, Abidjan.
- Backiny-Yetna P. et Gashongore F. (2001). Manuel de procédures de la méthodologie d'élaboration des comptes économiques locaux, Guide du responsable de la MCS, AFRISTAT/ ENSEA
- Backiny-Yetna P., Gashongore F., Mesplé-Somps S. et Nshimyumuremyi A. (2001) L'élaboration des comptes locaux. Document technique 1.4, PDM, Club du Sahel/OCDE
- Banque Mondiale, CEE, FMI, Nations-Unies et OCDE (1993). Système de comptabilité nationale (SCN 1993).
- Cour J-M. and Snrech S. (1998). Preparing for the future – A vision of West Africa in the year 2020. West Africa Long-term perspective study (WALTPS), OECD Paris
- DIAL et DSCN, (1994). L'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel à Yaoundé, STA-

TECO n° 78, INSEE. Paris.

FAO (1995). Programme du recensement mondial de l'agriculture 2000, Collection FAO : Développement statistique, Rome.

Hussmans R., Mehran F., Verma V. (1990). Surveys of economically active population, employment, unemployment and underemployment, an ILO manual of concepts and methods, ILO, Geneva.

Mesplé-Somps S. et Nshimyumuremyi A. (1999). Outils d'analyse de l'économie locale, ENSEA, Abidjan, ISTD et DIAL, Paris.

Nshimyumuremyi, A. (1996). San Pédro : Dynamismes et synergies de l'économie locale, Etude de cas du programme "Relance des économies locales en Afrique de l'Ouest", PDM, Club du Sahel/OCDE, Paris.

Nshimyumuremyi, A. (1999). L'économie locale du département de Daloa, Etude de cas du programme "Relance des économies locales en Afrique de l'Ouest", Rapport principal, PDM, Club du Sahel.

Nshimyumuremyi, A. (2002). Approches des grands comptes de l'économie locale. In Fauré, Y-A. et Labazee P. (sous la direction de) Socio-économie des villes africaines : Bobo et Korbogo dans les défis de la décentralisation, IRD-Karthala, Paris, 329-335

Nshimyumuremyi, A. (2002b). L'action locale des autorités : Le poids de l'Etat et des municipalités. In Fauré, Y-A. et Labazee P. (sous la direction de) Socio-économie des villes africaines : Bobo et Korbogo dans les défis de la décentralisation, IRD-Karthala, Paris,

PDM et Club du Sahel/OCDE. (2001). Gérer l'économie localement en Afrique : Manuel ECOLOC - Evaluation et Prospective de l'économie locale, Tome 1, synthèse.

Roubaud F. et Sérurier M. (1991). Economie non enregistrée par la statistique et secteur informel dans les pays en développement, STATECO n° 68, INSEE.

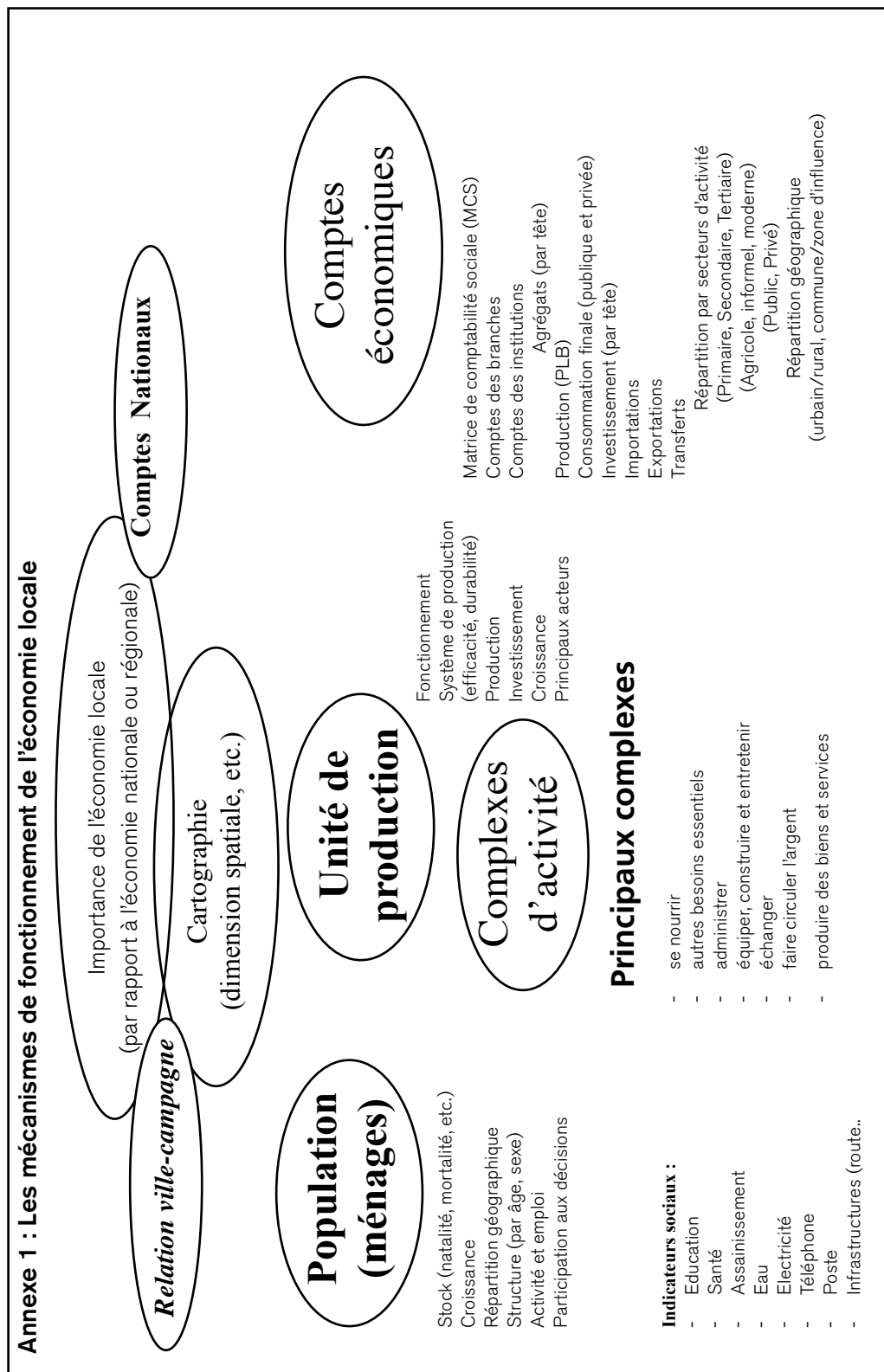
Sérurier M. (1996). Construire les comptes de la nation selon le SCN 1993, Economica, Paris.

Annexes

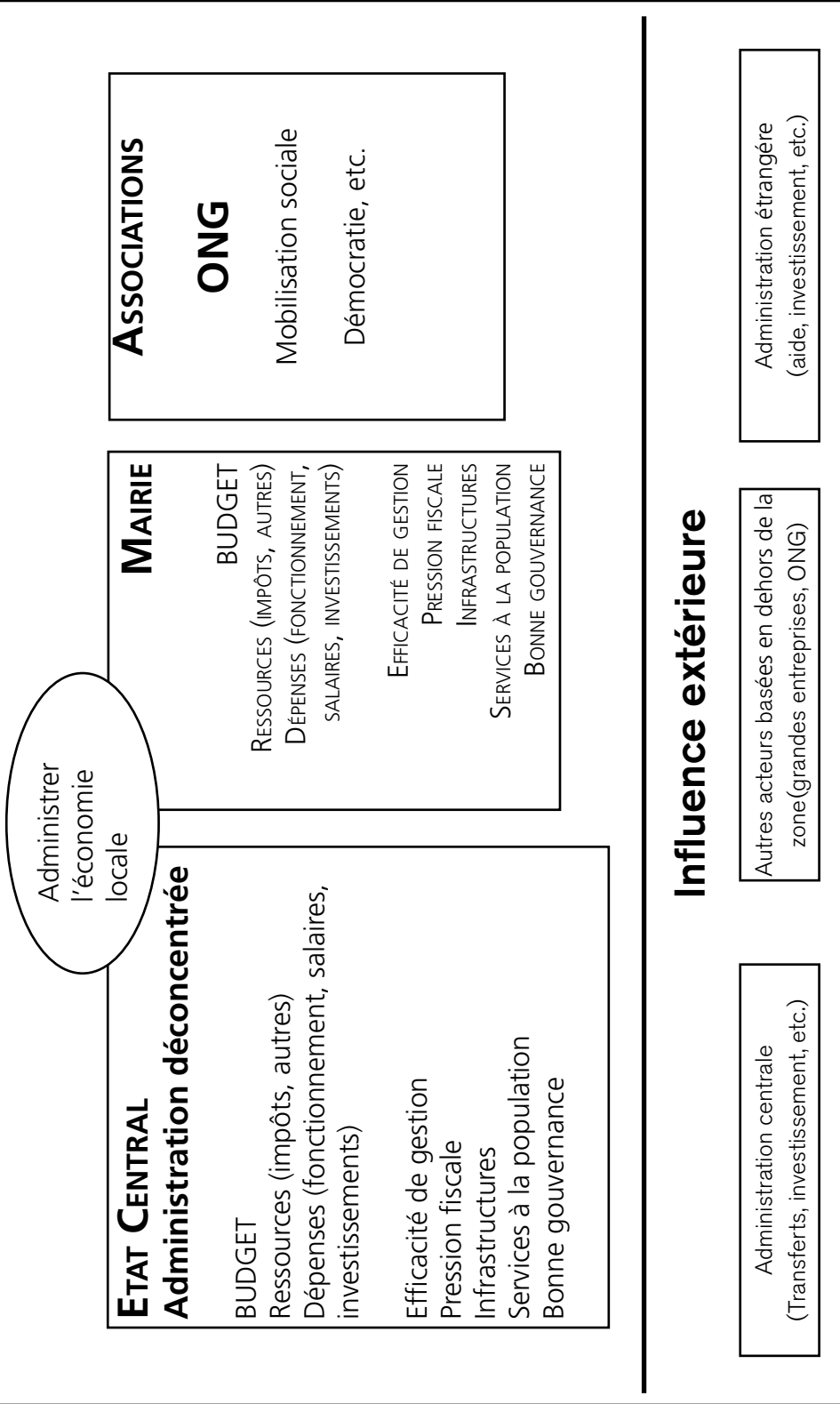
Annexe 1 : Les mécanismes de fonctionnement de l'économie locale

Annexe 2 : Matrice de Comptabilité Sociale locale désagrégée.

Annexe 3 : Schéma d'élaboration des comptes économiques locaux



Annexe 1 : Les mécanismes de fonctionnement de l'économie locale (... suite)



Matrice de comptabilité sociale (forme désagrégée)

	Branches								Produits							
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Agri. syl. pêche	Industrie	BTP	Commerce	Transport	ASM.	SNM	Total Branches	Agri. syl. pêche	Industrie	BTP	Commerce	Transport	ASM	SNM	Total Produits
1 Agri. syl. pêche									P1							P1
2 Industrie										P2						P2
3 BTP											P3					P3
4 Commerce												P4				P4
5 Transport													P5			P5
6 Autres serv. march.														P6		P6
7 SNM															P7	P7
8 Total Branches									P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P1+...+P7
9 Agri. syl. pêche																
10 Industrie																
11 BTP																
12 Commerce																
13 Transport																
14 Autres serv. march.																
15 SNM																
16 Total Produits									M1	M2						(M1+M2)-(M1+M2)
17 Ménages																
18 Entreprises																
19 Commune																
20 Adm. Déconcentrée																
21 Autres administrations																
22 Travail																
23 Capital																
24 Ménages																
25 Entreprises																
26 Administrations																
27 Hinterland																
28 Reste du pays																
29 RDM																
30 Total Global																

Matrice de comptabilité sociale (forme désagrégée (suite))

	Secteurs institutionnels						Facteurs de production			Accumulation				Extérieur		Total Global
	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30		
	Ménages	Entreprises	Commune	Adm. déc.	Autres adm.	Travail	Capital	Ménages	Entreprises	Adm.	Hinterland	Reste pays	RDM			
1	Pas de chiffres dans ce cadre														P1	
2	Pas de chiffres dans ce cadre														P2	
3	Pas de chiffres dans ce cadre														P3	
4	Pas de chiffres dans ce cadre														P4	
5	Pas de chiffres dans ce cadre														P5	
6	Pas de chiffres dans ce cadre														P6	
7	Pas de chiffres dans ce cadre														P7	
8	Pas de chiffres dans ce cadre														P1+...+P7	
9	Pas de chiffres dans ce cadre															
10	Pas de chiffres dans ce cadre															
11	Pas de chiffres dans ce cadre															
12	Pas de chiffres dans ce cadre															
13	Pas de chiffres dans ce cadre															
14	Pas de chiffres dans ce cadre															
15	Pas de chiffres dans ce cadre															
16	Pas de chiffres dans ce cadre															
17	CF1	CF2	CF3	CF4	CF5	Revenu du travail	Revenu du travail	CF1	CF2	CF3	CF4	CF5	EXP1	EXP2	EXP3	Demande totale en chaque produit
18	Transferts interménages	Indemnités d'assurance	Primes et indem. d'assurance	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Transferts courants reçus par les agents locaux	Transferts courants reçus par les agents locaux	Recettes communes	Revenu ménages
19	Primes d'assurance	Primes et indem. d'assurance	Primes d'assurance	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Impôts sur revenu	Primes d'assurance	Transferts courants reçus par les agents locaux	Transferts courants reçus par les agents locaux	Recettes communes	Revenu entreprises
20	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Transferts courants reçus par les agents locaux	Transferts courants reçus par les agents locaux	Recettes communes	Revenu entreprises
21	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Impôts sur revenu	Transferts courants reçus par les agents locaux	Transferts courants reçus par les agents locaux	Recettes communes	Revenu entreprises
22	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Coûtisations volontaires	Transferts courants reçus par les agents locaux	Transferts courants reçus par les agents locaux	Recettes communes	Revenu entreprises
23	Pas de chiffres dans ce cadre														Recettes publiques	
24	Pas de chiffres dans ce cadre														Recettes autres Adm.	
25	Pas de chiffres dans ce cadre														Revenu du travail	
26	Pas de chiffres dans ce cadre														Revenu capital (EBE)	
27	E1	E2	E3	E4	E5	E1	E2	E3	E4	E5	E1	E2	E3	E4	E5	FBCF Ménages
28	Pas de chiffres dans ce cadre														FBCF Entreprises	
29	Pas de chiffres dans ce cadre														FBCF adm	
30	Pas de chiffres dans ce cadre														Recettes de l'ext	
	Pas de chiffres dans ce cadre														Total global	

ASM = Autres services marchands
SNM = Services non marchands

Annexe 1 : Les mécanismes de fonctionnement de l'économie locale (... suite)

